

Corrigé exercice 11.03 : Cas Isidore

Cet exercice est notamment l'occasion de préciser les modalités d'application de l'article 151 *octies* du CGI (apport en société d'une entreprise individuelle).

1. Apport de Mlle Nina :

Lors de l'apport de son entreprise, Mlle Nina est imposée sur les plus-values d'apport qu'elle réalise, de la même manière que si les biens étaient cédés à des tiers.

Calcul des plus-values d'apport :

	Valeur d'apport	Bilan (prix de revient)	VNC	PV MV
Immeuble	300 000,00	300 000	0	300 000,00
Éléments incorporels	150 000,00	10 000	10 000	140 000,00
Mobiliers et matériel	80 000,00	80 000	15 000	65 000,00
Stock	120 000,00	120 000,00		
Créances	60 000,00	60 000,00		

Il en résulte une plus-value à court terme de 365 000 €, taxable au taux progressif de l'IR, et une plus-value à long terme sur éléments incorporels de 140 000 €, taxable à 30 %. Cette solution est très coûteuse.

2. Solution alternative

Les entrepreneurs individuels qui apportent leur entreprise à une société peuvent bénéficier d'un **régime optionnel** les dispensant d'acquitter immédiatement l'impôt de plus-value sur les éléments apportés.

Ce régime, codifié à l'article 151 *octies* du CGI, concerne les apporteurs personnes physiques qui font apport d'une entreprise individuelle ou d'une branche complète d'activité, c'est-à-dire de l'ensemble des éléments d'actif et de passif d'une division d'une entreprise constituant une exploitation autonome capable de fonctionner par ses propres moyens, à une société imposable à l'IR ou à l'IS.

Les immeubles affectés à l'exploitation peuvent ne pas être compris dans l'apport, mais ils doivent dans ce cas être mis à disposition de la société dans le cadre d'un bail d'une durée minimale de neuf ans.

L'apport doit être rémunéré exclusivement par des titres sociaux, et non par une somme d'argent ou encore la prise en charge d'un passif.

L'option pour ce régime spécifique permet à l'apporteur de bénéficier des avantages suivants :

- La plus-value sur éléments non amortissables (fonds de commerce) est placée en **report** d'imposition : elle ne sera taxée que lorsque la société revendra les biens apportés, ou lorsque les associés revendront les parts qu'ils ont reçu en échange de leurs apports.

- Pour les biens amortissables autres qu'immeubles, les plus-values à court terme sont imposées chez la société bénéficiaire des apports avec un étalement sur cinq ans.
- Pour les plus-values sur immeuble, l'étalement pratiqué par la société bénéficiaire de l'apport est effectué proportionnellement à la durée moyenne pondérée d'amortissement des immeubles avec un maximum de quinze ans.
- Les éventuels profits sur stocks ne sont pas imposés au moment de l'apport à la condition que les stocks soient inscrits au bilan de la société bénéficiaire de l'apport pour des valeurs identiques à celles qu'ils avaient chez l'apporteur.

L'option pour ce dispositif de faveur est demandée conjointement par l'apporteur et la société bénéficiaire dans l'acte d'apport ou de constitution de la société.

La société bénéficiaire de l'apport doit joindre à ses déclarations de résultat un état de suivi de plus-values en report : à défaut, elle s'exposerait à l'application d'une amende de 5% des sommes omises.

Régime d'imposition des plus-values réalisées lors de l'apport de Mlle Nina :

-Rappel des plus-values réalisées lors de l'apport:

	Valeur d'apport	Bilan (prix de revient)	VNC	PV MV
Immeuble	300 000,00	300 000,00	0	300 000,00
Éléments incorporels	150 000,00	10 000,00	10 000,00	140 000,00
Mobiliers et matériel	80 000,00	80 000,00	15 000,00	65 000,00
Stock	120 000,00	120 000,00		
Créances	60 000,00	60 000,00		

S'agissant de l'apport d'une entreprise individuelle à une société de capitaux, l'article 151 *octies* du CGI prévoit l'imposition de la plus-value à court terme sur constructions chez la société bénéficiaire de l'apport sur 15 ans, soit $300\,000 / 15 = 20\,000$ / an.

Pour les éléments incorporels du fonds de commerce, la plus-value à long terme est placée en report d'imposition pour 140 000 €. Elle sera imposée soit lorsque la société bénéficiaire de l'apport revendra le fonds, ou bien lorsque Mlle Nina revendra les titres qu'elle a reçus en échange de son apport.

Il n'y a ici aucun gain sur l'apport du stock et des créances qui de toute manière auraient été taxables dans l'entreprise individuelle.

3. Les apports de numéraire de M. Villiers et Mme Olivia ne sont pas imposables.